

**COMMUNE DE
LES ÉCHELLES**

RÈGLEMENT DU SERVICE DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE



**MAIRIE DE
LES ECHELLES**

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 • DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – L’objet du règlement	4
Article 2 – Les obligations générales du service	4
Article 3 – Vos obligations générales	5

CHAPITRE 2 • VOTRE CONTRAT D'ABONNEMENTS

Article 4 – Les différents types d’abonnement	5
Article 5 – La souscription de l’abonnement	6
Article 6 – Mise en oeuvre de l’accès à l’eau	6
Article 7 – Possibilité de refus	7
Article 8 – La protection de vos données à caractère personnel	7
Article 9 – Résiliation du contrat	8
Article 10 – Succession d’abonnés	8
Article 11 – Redressement et liquidation judiciaire	8
Article 12 – La cessation temporaire de fourniture d’eau	9

CHAPITRE 3 • BRANCHEMENTS

Article 13 – Définition, composition et conformité du branchement	9
Article 14 – Conformité du branchement	10
Article 15 – Entretien et renouvellement du branchement	11
Article 16 – Nouveaux branchements	11
Article 17 – Branchements multiples	12
Article 19 – Modification ou déplacement des branchements	12
Article 20 – Manœuvre des robinets des branchements en cas de fuite	12
Article 21 – Démontage des branchements	13

CHAPITRE 4 • LE COMPTEUR

Article 22 – Propriété des compteurs	13
Article 23 – Les caractéristiques de votre compteur et votre abri du compteur	13
Article 24 – Vérification ou étalonnage	13
Article 25 – Entretien, fonctionnement, renouvellement du compteur	14

CHAPITRE 5 • INSTALLATIONS INTÉRIEURES

Article 27 – Définition et fonctionnement des installations intérieures	15
Article 28 – Situations particulières	16
Article 29 – Interdictions	17
Article 30 – Recommandations	17

CHAPITRE 6 • TARIFS, FACTURES ET PAIEMENTS

Article 31 – Fixation des tarifs	18
Article 33 – Modalités et délais de paiement	18
Article 34 – Difficultés de paiement	18
Article 35 – Aide aux usagers en difficulté	19

CHAPITRE 7 • INTERRUPTION ET RESTRICTION DU SERVICE DE DISTRIBUTION

Article 36 – Interruptions et restrictions non programmées	19
Article 37 – Interruptions et restrictions programmées	20
Article 38 – Variations de pression	20
Article 39 – Eau non conforme aux critères de potabilité	20

CHAPITRE 8 • DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 40 – Pénalités	20
Article 41 – Publicité et opposabilité du présent règlement	21
Article 42 – Réclamations recours amiable	21
Article 43 – Date d'effet	21
Article 44 – Modification du présent règlement	21
Article 45 – Clause d'exécution	21

ANNEXES

ANNEXE 1 • Service incendie	22
ANNEXE 2 • Contrôle des opérations d'aménagements ou des lotissements	23
ANNEXE 3 • Individualisation des contrats de fournitures d'eau pour les immeubles collectifs ou les lotissements	24
ANNEXE 4 • Surconsommations	28
ANNEXE 5 • Schéma branchement	30
ANNEXE 6 • Tarifs et montants des pénalités : fichier fourni à part	

Ce règlement est applicable sur l'ensemble du territoire de la commune de Les Echelles.

VOUS :

Désigne l'utilisateur, c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement au Service de distribution de l'eau potable ou utilisatrice du Service de distribution de l'eau potable conformément au présent règlement.

Ce peut être :

le propriétaire, le locataire, l'occupant de bonne foi, le gestionnaire d'immeuble, une entreprise de travaux publics ou de plomberie, etc.

Le service de distribution de l'eau potable

Désigne, la commune de Les Echelles, autorité organisatrice du service, et l'ensemble des activités et installations nécessaires au service, plus particulièrement la production, la distribution et la relation avec les usagers.

Le règlement de service

Désigne le présent règlement adopté par délibération n°6 du 10/12/2021 qui s'applique au 1^{er} janvier 2022.

Il définit les droits et obligations réciproques du Service de distribution de l'eau potable et de l'utilisateur.

CHAPITRE 1 • DISPOSITIONS GENERALES

Le service de l'eau potable est organisé par la Commune de Les Echelles, en régie.

L'exploitation de ce service public se fait dans les conditions législatives et réglementaires en vigueur, et dans les conditions fixées au présent règlement.

L'article L.210-1 du code de l'environnement dispose que :

« L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. »

Article 1 – L'objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités de fourniture suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau potable à partir des réseaux de distribution de la commune de Les Echelles, ainsi que les droits et obligations respectifs du Service de distribution de l'eau potable, des usagers, des abonnés et des propriétaires.

Les prescriptions du présent règlement s'appliquent également à tous demandeurs de raccordement au réseau de distribution d'eau potable, tels qu'aménageurs, promoteurs, particuliers, industriels, agriculteurs, collectivités ou leurs regroupements ou organismes, sans que cette liste ne soit limitative.

Article 2 – Les obligations générales du service

Le Service de distribution de l'eau potable est tenu :

- ▶ de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement lorsqu'il remplit les conditions prévues au présent règlement ;
- ▶ d'assurer le bon fonctionnement de la distribution publique d'eau, c'est-à-dire la continuité de la fourniture d'eau présentant constamment les qualités imposées par la

réglementation en vigueur, sauf lors des circonstances exceptionnelles prévues au présent règlement ;

- ▶ d'informer les autorités sanitaires concernées de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers ;
- ▶ de fournir à l'utilisateur, dans le respect de la réglementation en vigueur, toute information sur la qualité de l'eau, en particulier par voie d'affichage en mairie, sur le site internet de la commune, et par envoi à chaque abonné des résultats officiels d'analyses qualitatives de l'eau au moins une fois par an ;
- ▶ de répondre aux questions des abonnés concernant le coût des prestations qu'il assure.

Article 3 – Vos obligations générales

Vous vous engagez :

- ▶ à vous conformer à toutes les dispositions du présent règlement ;
- ▶ à respecter les règles d'usage de l'eau posées dans le présent règlement ;
- ▶ à avoir une consommation respectueuse de la préservation de l'environnement ;
- ▶ à fournir au Service de distribution de l'eau potable vos coordonnées exactes (identité, adresse postale et électronique, téléphones fixe et mobile, etc.) et à les mettre à jour lorsqu'elles évoluent, afin de bénéficier des services associés à votre contrat d'abonnement ;
- ▶ à être identifiable facilement sur le lieu de votre abonnement (indication de votre nom sur votre boîte aux lettres, interphone...) ;
- ▶ à ce que vos installations privées soient conformes à tout moment aux prescriptions de la réglementation sanitaire en vigueur. Vous devez signaler au Service de distribution de l'eau potable toute situation sur votre distribution privée qui pourrait avoir une incidence sur le fonctionnement du réseau public et la qualité de l'eau distribuée ;
- ▶ à laisser libre accès aux installations appartenant au Service public de l'eau potable.

CHAPITRE 2 • VOTRE CONTRAT D'ABONNEMENTS

Article 4 – Les différents types d'abonnement

3 types d'abonnements

- ▶ ordinaire
- ▶ immeuble collectif avec individualisation
- ▶ temporaire

A. Abonnements ordinaires

Les abonnements ordinaires recouvrent :

▶ L'abonnement individuel ordinaire

Il est souscrit par tout usager abonné au service de l'eau, lorsque son compteur ne dessert qu'une habitation ou qu'une installation.

▶ L'abonnement collectif ordinaire (pas d'individualisation)

Il est souscrit pour le compteur général qui comptabilise la consommation totale de l'immeuble. Le(s) titulaire(s) de cet abonnement font leur affaire de la répartition entre eux des facturations de toute nature résultant de l'existence de cet abonnement.

B. Abonnements dans un immeuble collectif avec individualisation

Dans un immeuble collectif, si vous bénéficiez de contrats individuels de fourniture d'eau, deux types d'abonnement sont alors souscrits simultanément :

▶ L'abonnement individuel :

Il est souscrit pour chaque point de consommation de l'immeuble par l'utilisateur (locataire, propriétaire, bailleur...). La consommation de chacun est comptabilisée par le compteur individuel qui lui est propre.

▶ L'abonnement collectif :

Il est souscrit par la copropriété ou le bailleur, pour le compteur général qui comptabilise la consommation totale de l'immeuble.

L'éventuelle différence entre le volume relevé au compteur général et la somme des volumes relevés aux compteurs individuels sur la même période donne lieu à facturation à la copropriété ou au bailleur.

C. Abonnements temporaires

Des abonnements temporaires peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau et à l'occasion d'événements non permanents tels que : travaux et constructions immobilières, aménagements de ZAC, manifestations foraines, culturelles, sportives, commerciales ou autres, sans que cette liste ne soit limitative.

Les branchements provisoires pour abonnement temporaire seront réalisés par le Service de distribution de l'eau potable.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnent lieu à l'établissement d'un contrat d'abonnement établi sur le même modèle que les contrats d'abonnement ordinaires, mais avec une durée limitée.

Ils font l'objet d'une mention spécifique avec la date du retour du col de cygne et sont soumis aux mêmes conditions tarifaires que les abonnements dits ordinaires. Lorsque la mise en service d'un abonnement temporaire nécessite des travaux particuliers, ceux-ci font l'objet d'un devis qui doit être préalablement accepté par le candidat.

Article 5 – La souscription de l'abonnement

Pour être alimentés en eau potable, vous devez souscrire un contrat d'abonnement auprès du Service de distribution de l'eau potable.

La demande s'effectue par courriel : mairie.les.echelles@wanadoo.fr, courrier postal ou directement en mairie en remplissant le formulaire de souscription de l'abonnement.

Vous devez alors indiquer les usages prévus de l'eau et notamment ceux susceptibles de générer des risques de pollution du réseau d'eau potable par retour d'eau. Les renseignements fournis engagent votre

pleine responsabilité. Une visite sur place peut être nécessaire.

Les abonnements sont accordés aux propriétaires ou à leurs mandataires, aux usufruitiers, locataires ou occupants de bonne foi, sous réserve de la production au Service de distribution de l'eau potable au moment de la souscription, d'un titre justifiant votre occupation légale des lieux pour lesquels l'alimentation en eau potable est demandée (notamment titre ou attestation notariée de propriété, bail).

En cas de colocation, l'abonnement peut être souscrit par et au nom du propriétaire du lieu desservi, à charge pour lui d'en répercuter le coût à ses locataires. A défaut, l'abonnement peut être souscrit au nom d'un seul des colocataires désignés par eux au Service de distribution de l'eau potable mais il porte seul les droits et obligations résultant de cet abonnement. Autrement, les colocataires peuvent souscrire un abonnement commun. Ils seront dans ce cas tous solidaires des droits et obligations résultant de cet abonnement.

La signature du contrat d'abonnement au Service de distribution de l'eau potable vaut accord sur les conditions du service et acceptation du présent règlement.

Pour l'ensemble des contrats conclus à distance, vous bénéficiez d'un droit de rétractation de 14 jours à compter de la conclusion du contrat dans les conditions prévues par l'article L121-21 et suivants du code de consommation. En application des dispositions de l'article L121-21-5 de ce code, vous pouvez faire une demande visant à commencer l'exécution du contrat avant l'expiration du délai de rétractation.

Article 6 – Mise en oeuvre de l'accès à l'eau

6-1. Votre contrat d'abonnement souscrit dans les conditions décrites ci-avant prend effet soit :

► à la date d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est effective),

► à la date d'ouverture de l'alimentation (si elle n'était pas effective).

6-2. Le Service de distribution de l'eau potable s'engage à fournir de l'eau à tous les nouveaux abonnés à la date de prise d'effet indiquée dans le contrat d'abonnement lorsque le branchement est déjà existant, en bon état de fonctionnement et conforme.

Dans le cas contraire, l'eau ne sera fournie qu'après réalisation des travaux de création ou de remise en état du branchement exécutés dans les conditions fixées au présent règlement. Le délai de mise en service sera porté à la connaissance de l'abonné lors de sa demande d'accès à l'eau potable.

Article 7 – Possibilité de refus

La demande de souscription d'un contrat d'abonnement pourra être refusée dans le cas où le branchement neuf nécessaire pour fournir de l'eau serait utilisé pour alimenter une construction non autorisée ou non conforme aux règles sanitaires et d'urbanisme.

Pour s'assurer de la bonne conformité des constructions liées à la demande d'abonnement, le Service de distribution de l'eau potable peut exiger du demandeur de justifier de sa situation par rapport aux règles de l'urbanisme et à la réglementation sanitaire.

Le Service de distribution de l'eau potable peut également surseoir à accorder un contrat d'abonnement ou limiter le débit d'alimentation en eau si l'implantation de la construction ou le débit demandé nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation publique.

Article 8 – La protection de vos données à caractère personnel

Dans le cadre de la gestion du service de distribution d'eau potable, la commune des Echelles, responsable de traitement, gère un fichier des abonnés comportant pour chaque abonné une fiche avec les informations suivantes :

- L'emplacement et l'adresse exacts du bâtiment, objet du contrat,
- les noms et prénoms de l'abonné,
- les renseignements relatifs au compteur,
- les relevés de consommation.

Ces données sont collectées dans le cadre de l'exercice d'une mission de service public de distribution de l'eau potable (ouverture d'un abonnement, facturation, gestion des interventions, des compteurs et du réseau, recouvrement) et sont obligatoires.

Elles sont conservées le temps de la durée de l'abonnement de l'utilisateur et 10 ans à compter de la fin du contrat. A l'issue de cette durée les données sont détruites.

Ces données sont uniquement destinées aux agents du service de distribution d'Eau potable et d'Assainissement de la Commune des Echelles.

Elle s'engage à limiter l'utilisation de ces données aux seuls besoins de gestion du service de distribution d'eau potable et d'assainissement et met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau élevé de sécurité et de confidentialité des données traitées.

Pour toute autre utilisation de ces données le service d'eau potable devra vous demander votre accord.

Conformément à la réglementation en vigueur (RGPD et Loi Informatique et Libertés) vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de suppression, de portabilité, de limitation, d'opposition au traitement de vos données auprès du Délégué à la Protection des Données de la Commune par messagerie électronique à l'adresse : mairie.les.echelles@wanadoo.fr ou par courrier à l'adresse postale : centre administratif, 2 passage de la poste, 73360 LES ECHELLES.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

Article 9 – Résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée. À défaut de résiliation, le contrat d'abonnement se poursuit.

Vous pouvez résilier votre contrat d'abonnement à tout moment en transmettant au Service le formulaire de résiliation par courriel, courrier postal ou en mairie. Le Service de distribution d'eau potable s'engage sur une prise en compte des demandes de résiliation sous 1 jour ouvré.

La résiliation d'un abonnement entraîne le paiement par l'abonné du volume d'eau réellement consommé.

Afin de procéder à la clôture du compte, vous devez transmettre le relevé du compteur concerné au Service de distribution de l'eau potable et ainsi que votre nouvelle adresse valide.

Si le relevé n'est pas communiqué et qu'une visite sur place est nécessaire (vérification d'index...), elle pourra vous être facturée.

Une facture d'arrêt de compte vous sera adressée. Son paiement confirme la résiliation définitive du contrat d'abonnement.

Tant que le service de distribution de l'eau potable n'est pas informé d'une demande de résiliation (dans les conditions présentées ci-dessus ou par le biais d'une nouvelle demande de souscription pour la même installation), vous restez responsable et redevable des frais d'abonnement et de la consommation de l'installation concernée.

En cas de décès d'un abonné, ses héritiers ou ayants droits peuvent être subrogés dans ses droits et obligations envers le Service public de l'eau potable. Dès que le Service de distribution de l'eau potable est informé du décès, il procède à la résiliation d'office de l'abonnement et à l'interruption de la fourniture d'eau, sauf demande contraire des héritiers et ayants droits.

Article 10 – Succession d'abonnés

En cas de succession d'abonnés dans un même lieu desservi, le nouvel abonné n'est pas tenu des droits et obligations de son prédécesseur envers le Service de distribution de l'eau potable. Lors de la résiliation d'un abonnement, le branchement peut, à l'initiative du Service de distribution de l'eau potable, être fermé et le compteur enlevé si le successeur n'a pas encore signé sa demande d'abonnement. Le remplacement immédiat d'un abonné par un autre abonné implique, pour le premier, la résiliation de l'abonnement et pour le second, la souscription d'un nouvel abonnement. En aucun cas, le Service de distribution de l'eau potable n'intervient pour répartir les consommations entre deux abonnés.

Article 11 – Redressement et liquidation judiciaire

La faillite ou la liquidation judiciaire d'un abonné entraîne la résiliation de l'abonnement à la date du jugement et la fermeture immédiate du branchement, aux frais de l'abonné, à moins que, dans les 15 (quinze) jours, le mandataire judiciaire n'ait demandé au Service de distribution de l'eau potable le maintien de la fourniture d'eau potable pour une durée de 3 (trois) mois comme indiqué ci-après, sans préjudice de recours éventuels pour l'acquis des sommes dues. En cas de redressement judiciaire prononcé par le tribunal compétent, l'index du compteur fait l'objet d'un relevé contradictoire entre le mandataire judiciaire et le Service de distribution de l'eau potable ; ce relevé sert de base à l'établissement d'une facture d'arrêt de compte. À défaut de relevé contradictoire, l'arrêt de compte est calculé sur la base d'une estimation basée sur les consommations antérieures dûment relevées, ce dans la limite des 4 (quatre) ans qui précèdent. La continuité de l'activité pendant la période d'observation ou de redressement fait l'objet d'une nouvelle facturation, dans le cadre du même contrat

d'abonnement que précédemment. Lorsque le redressement judiciaire est assorti d'un contrat de location-gérance, un abonnement doit être souscrit par le locataire - gérant dûment autorisé par le mandataire judiciaire, conformément aux dispositions légales. La facture d'arrêté de compte est effectuée suivant les mêmes modalités que pour le redressement judiciaire.

Article 12 – La cessation temporaire de fourniture d'eau

Pour éviter tout préjudice pendant une absence momentanée (longue durée), vous pouvez faire cesser l'alimentation en eau de votre installation ou demander le démantèlement du compteur. La fermeture, la réouverture et les frais de démantèlement et de remise en place du compteur sont à votre charge. La fermeture ne suspend pas, dans ce cas précis, les frais d'abonnement.

Lorsque, suite à une telle cessation d'alimentation, vous sollicitez à nouveau la fourniture de l'eau pour la même installation, votre requête est traitée comme une nouvelle demande de contrat d'abonnement nécessitant le cas échéant la pose d'un dispositif de comptage. Les frais engagés par cette opération sont à votre charge.

CHAPITRE 3 • BRANCHEMENTS

Article 13 – Définition, composition et conformité du branchement.

13.1. Définition branchement

L'accès à l'eau potable se fait par un « branchement » reliant le lieu à desservir à la canalisation publique.

Le branchement conforme s'entend du dispositif qui va de la prise d'eau sur la conduite de distribution publique, jusqu'au système de comptage inclus, ce dernier devant être placé en limite de propriété publique / privée dans un regard accessible prévu à cet effet.

Les canalisations allant du système de comptage en limite publique / privée jusqu'aux installations intérieures relèvent de la seule responsabilité de l'usager et ne sont pas visées par le présent règlement sous la qualification de "branchement" ou "branchement en partie privée" qui se réfèrent exclusivement aux ouvrages allant de la canalisation publique au compteur. Les ouvrages en aval du compteur situés en propriété privée sont ainsi qualifiés de "parties privatives".

13.2. Composition

Chaque branchement, conforme ou non, comprend, depuis la canalisation publique, en suivant le trajet le plus court possible (cf. schéma en Annexe 5) :

- ▶ la prise d'eau sur la conduite de distribution publique ;
 - ▶ le robinet d'arrêt sous bouche à clé ; dont le Service de distribution de l'eau potable est le seul à posséder la clé ;
 - ▶ la canalisation de branchement située avant compteur, tant sous le domaine public que privé ;
 - ▶ le regard ;
 - ▶ la capsule de plombage ;
 - ▶ le compteur, y compris le joint après compteur s'il y a un robinet ou un clapet après compteur ;
 - ▶ le clapet anti-retour. Suivant la nature et l'importance des risques de retour d'eau vers le réseau public, la Collectivité demande au propriétaire ou à la copropriété d'installer un dispositif de déconnexion anti-retour d'eau, en plus du "clapet anti-retour" qui fait partie du branchement.
- En revanche, les éléments suivants ne sont pas compris dans le branchement :
- ▶ le robinet de purge et le robinet après le système de mesure ou compteur, le réducteur de pression, ainsi que le regard qui abrite ce dernier ;
 - ▶ il en est de même pour les joints et le joint aval du système de mesure.

En tout état de cause, ces éléments restent à la charge de l'usager, de l'abonné, ou du

propriétaire. L'aval du système de mesure se définit dans le présent règlement comme la partie du réseau située après le système de comptage, dans le sens de l'écoulement de l'eau.

L'ensemble du branchement défini ci-dessus est un ouvrage public qui appartient au Service des eaux, y compris la partie de ce branchement située en propriété privée.

Dans le cas d'un compteur posé dans un regard sous le domaine public, la partie publique du branchement s'étend au-delà du clapet anti-pollution, jusqu'à la limite du domaine public.

Dans le cas des copropriétés, les installations après le clapet du compteur général sont privées. Toutefois, tous les compteurs individuels sont des installations publiques.

13.3. Compteur

Le compteur est fourni et posé exclusivement par le Service de distribution de l'eau potable, placé dans un abri agréé par le service et implanté en limite du domaine public / domaine privé, dans une zone de non-circulation et dans des conditions telles qu'elles autorisent un accès permanent aux préposés du Service de distribution de l'eau potable pour permettre leurs interventions techniques et opérations de relèves.

En particulier, il est interdit d'édifier toute construction ou aménagement dans un périmètre d'au moins un mètre autour de cet abri, qui doit être aisément démontable.

Toutefois, si votre compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit rester accessible, afin que le Service de distribution de l'eau potable puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Pour les constructions existantes, si le compteur n'est pas installé dans un abri en limite de propriété, il doit être placé aussi

près que possible des limites du domaine public.

Les compteurs doivent être accessibles de la voie publique et en tout temps aux agents du service de distribution d'eau potable.

Le type, le calibre, les caractéristiques et les équipements des compteurs, en particulier ceux destinés à éviter de pénétrer dans le domaine privé, sont déterminés par le Service de distribution de l'eau potable, notamment compte tenu des estimations de consommation annoncées par l'utilisateur, abonné ou propriétaire, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

Avant toute ouverture d'un branchement, le service de distribution de l'eau potable s'assure de la bonne protection du compteur contre les chocs et le gel.

Il informe par ailleurs l'abonné des précautions complémentaires à prendre pour assurer une bonne protection contre le gel si cela s'avère nécessaire. Faute de prendre ces précautions, l'utilisateur serait alors responsable de la détérioration du compteur.

Article 14 – Conformité du branchement

14.1. Conformité

Lorsque le branchement est réalisé dans les conditions précisées à l'article « définition » qui précède, l'installation est dite conforme.

Dans ce cas, la partie du branchement située en amont de la propriété privée desservie fait partie du réseau d'eau potable ; il est public et relève de la responsabilité du Service de distribution de l'eau potable, en particulier s'agissant des réparations ou dommages y afférant.

Le branchement n'est pas conforme lorsque le compteur n'est pas placé en limite de propriété et qu'une partie du branchement avant compteur est située sur la propriété privée de l'utilisateur, de l'abonné ou du propriétaire.

14.2. Cas de non-conformité

Les cas de non-conformité aux prescriptions édictées par le présent règlement ou les règles techniques et sanitaires en vigueur sont les suivantes, sans que cette liste soit limitative :

- Le branchement ne comporte pas, en limite de propriété publique/privée, un compteur général et une vanne d'arrêt général.
- Le branchement individuel de chaque local ou logement ne peut être isolé et le compteur ne peut être relevé sans que l'agent du Service de distribution de l'eau potable pénètre dans ledit local ou logement.
- Le branchement en partie privée jusqu'au regard compteur ne peut être accessible sans démolition de maçonnerie ni de revêtement de sol.

14.3. Mise en conformité

Le Service de distribution de l'eau potable peut procéder à la mise en conformité du branchement, notamment par la pose d'un robinet ou vanne d'arrêt général ou d'un compteur général, et le déplacement du système de mesure ou compteur en limite de propriété.

Lors de toute intervention du Service de distribution de l'eau potable sur le branchement, les surcoûts pouvant résulter des difficultés d'accessibilité sont à votre charge, en particulier lorsque des constructions de toute nature ont pu être édifiées.

Les éventuels frais de démolition (revêtements de sols, coffrages, mobilier, ...) ou d'arrachage de plantation, ainsi que les frais de remise en état, sont à votre charge.

A partir du moment où le compteur aura été déplacé en limite de propriété l'utilisateur assumera l'entière responsabilité de l'entretien des canalisations situées après compteur sur propriété privée.

Article 15 – Entretien et renouvellement du branchement

Le Service de distribution de l'eau potable est seul habilité à entretenir ou renouveler le branchement jusqu'au filetage avant du poste de comptage ou du robinet d'arrêt général (en l'absence de compteur ou de robinet d'arrêt général). Il prend à sa charge les frais d'entretien et de réparations ou de renouvellement.

Sur la partie du branchement située en propriété privée, vous ne pouvez pas vous opposer à l'exécution de ces travaux, reconnus nécessaires par le Service de distribution de l'eau potable. De plus, les éventuels frais de démolition (revêtements de sols, coffrages, mobilier enrobé, ...) ou d'arrachage de plantation, ainsi que les frais de remise en état, sont à votre charge.

Vous avez la charge de la surveillance de la partie de branchement située sur votre propriété et vous devez prévenir le Service de toute fuite d'eau, affouillement du sol ou de toute anomalie de fonctionnement (bruit, baisse de pression inhabituelle, ...) sur le branchement, dès leur constatation.

En cas de sinistre sur le branchement, résultant d'une faute ou d'une négligence de votre part, vous supporterez les conséquences financières et autres dommages, notamment aux tiers. Sont considérés comme négligences, une anomalie de fonctionnement visible non signalée, des travaux au droit de la conduite, une modification des ancrages en amont ou en aval du système de comptage, des plantations, ...

Il est rappelé que vous devez laisser librement accessible le branchement au Service public de l'eau potable.

Article 16 – Nouveaux branchements

16.1. Règle générale

Un nouveau branchement peut être établi à la suite d'une demande :

- soit pour une construction ou un terrain non encore alimenté en eau potable,
- soit pour une construction ou un terrain déjà alimenté mais dont le branchement est abandonné ou vétuste.

16.2. Préparation de l'installation

Le Service de distribution de l'eau potable fixe, en concertation avec vous, le tracé, la nature du matériau de canalisation et le diamètre du branchement ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur qui sera installé dans un regard en limite du domaine privé/public.

Si, pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, vous demandez des modifications aux dispositions arrêtées par le Service de distribution de l'eau potable, celui-ci peut vous donner satisfaction sous réserve que vous preniez à votre charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant, en acceptant le devis transmis par le Service.

Le Service de distribution de l'eau potable demeure toutefois libre de refuser ces conditions si elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

16.3. Travaux d'installation d'un branchement neuf

Les travaux d'installation d'un branchement neuf jusqu'au compteur sont exécutés :

- par le Service de distribution de l'eau potable aux frais du demandeur du branchement après acceptation d'un devis,
- ou par une entreprise qui devra impérativement respecter toutes les prescriptions émises par le Service de distribution de l'eau potable dans le cahier

des prescriptions générales de l'eau potable et les prescriptions du gestionnaire de la voirie concerné. Le recollement sera fourni par le Maître d'ouvrage.

Article 17 – Branchements multiples

Le même bien immobilier ne peut bénéficier que d'un seul branchement. Toutefois, si ce bien immobilier comporte plusieurs logements disposant de canalisations de desserte en eau indépendantes dans et jusqu'en limite de propriété, il peut être établi plusieurs branchements distincts.

Article 18 – Mise en service des branchements

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'en votre présence et après paiement au Service de distribution de l'eau potable des sommes éventuellement dues pour son exécution.

Vous devez signaler sans retard au Service de distribution de l'eau potable tout indice de fonctionnement défectueux du branchement.

Article 19 – Modification ou déplacement des branchements

Vous pouvez demander la modification ou le déplacement d'un branchement public.

Après accord du Service de distribution de l'eau potable, cette modification est réalisée dans les mêmes conditions que la réalisation d'un nouveau branchement et à vos frais.

Pour un branchement existant, si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par le Service de distribution de l'eau potable, le compteur peut être déplacé dans un regard en limite de propriété, aux frais du Service de distribution d'eau potable, dans les conditions prévues à l'Article 14.3 « Mise en conformité ».

Article 20 – Manœuvre des robinets des branchements en cas de fuite

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée au Service de distribution de l'eau potable. Il vous est interdit d'intervenir soit directement soit via une entreprise intervenant à votre compte.

En cas de fuite dans votre installation privée, vous devez vous borner à fermer le robinet après ou avant compteur.

En cas de fuite sur votre branchement, vous devez prévenir immédiatement par téléphone le Service de distribution de l'eau potable, au numéro du service : 04.79.36.60.49 qui interviendra aussitôt et vous donnera éventuellement les instructions d'urgence nécessaires.

Article 21 – Démontage des branchements

Le démontage partiel ou total du branchement ne peut être fait que par le service de distribution de l'eau potable.

CHAPITRE 4 • LE COMPTEUR

Article 22 – Propriété des compteurs

Les compteurs sont des ouvrages publics qui sont la propriété du service public de distribution de l'eau potable.

Ils sont fournis en location, posés, vérifiés, entretenus, relevés et renouvelés par le service de distribution de l'eau potable dans les conditions fixées dans les articles ci-après.

Article 23 – Les caractéristiques de votre compteur et votre abri du compteur

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le service de distribution de l'eau potable compte tenu des besoins que vous avez annoncés lors de votre demande de branchement, conformément aux prescriptions relatives aux instruments de mesures.

L'abri du compteur vous appartient lorsqu'il est situé en propriété privée.

Vous êtes tenus de respecter les prescriptions techniques fournies par le Service lors de son installation ou de sa modification. Vous devez veiller en permanence au maintien de l'intégrité et de la conformité de l'abri.

Ces prescriptions garantissent le bon fonctionnement du poste de comptage et permettent son entretien dans des conditions d'accessibilité, d'hygiène et de sécurité satisfaisantes.

Vous avez notamment la charge de son entretien, de sa maintenance et de son renouvellement éventuel.

Dans le cas d'un regard inondé, vous devez faire évacuer l'eau par un plombier qui déterminera son origine (eaux pluviales, infiltrations, fuite avant compteur ou fuite après compteur). S'il s'agit d'une fuite avant compteur, vous devez contacter le service d'eau potable pour qu'il procède à la réparation. Les frais engagés seront pris en charge par le service d'eau potable uniquement dans le cas d'une fuite avant compteur et dans la limite des prestations de pompage et diagnostic pour localiser la fuite éventuelle.

Article 24 – Vérification ou étalonnage

Chaque compteur neuf est réputé « vérifié », par application de la réglementation en vigueur pour les appareils de mesure. Toutefois, le Service de distribution de l'eau potable procède à la vérification à ses frais des compteurs aussi souvent que nécessaire.

Vous avez la faculté de demander la vérification de votre compteur sur un banc d'essai agréé par le Service des Instruments et Mesures. Vous pouvez demander à assister à cette vérification qui est réalisée durant les heures ouvrées du Service de distribution de l'eau potable.

Le compteur installé en remplacement de l'appareil à vérifier restera en place

définitivement quel que soit le résultat de la vérification.

Lorsque le compteur est déclaré conforme aux spécifications de précision en vigueur à l'issue de la vérification, les frais de contrôle sont à la charge de l'utilisateur, abonné ou propriétaire, en fonction du tarif de la prestation délibéré annuellement par le Conseil Municipal.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par le Service de distribution de l'eau potable.

La vérification ou étalonnage n'ouvre droit à aucune indemnisation, au motif du dysfonctionnement du compteur sauf lorsque l'étalonnage fait apparaître un écart supérieur aux tolérances en vigueur définies par voie réglementaire. Alors, la consommation inscrite sur la dernière facture ainsi que celle enregistrée ultérieurement sur le compteur jusqu'à sa dépose, sont corrigées en tenant compte du pourcentage d'erreurs le plus favorable à l'utilisateur, abonné ou propriétaire.

Dans le cas où l'étalonnage fait apparaître un écart inférieur aux tolérances admises, les consommations enregistrées et la facturation qui avaient été établies sont définitives.

En cas de fuite et faute de pouvoir la localiser, l'utilisateur, abonné ou propriétaire peut demander dans les conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales la vérification du bon fonctionnement du compteur. Dans ce cas, le service public de l'eau dispose d'un délai d'un mois pour lui notifier sa réponse à compter de sa saisine.

Article 25 – Entretien, fonctionnement, renouvellement du compteur

Le Service de distribution de l'eau potable assure à ses frais l'entretien et le renouvellement des compteurs dans le cadre de la gestion de son parc et de la réglementation en vigueur.

La pose et la dépose du compteur dans le cadre de ces opérations n'ouvrent pas droit à indemnisation au profit de l'utilisateur, abonné ou propriétaire, en particulier pour perte d'exploitation pendant la durée des travaux.

Les changements de compteurs interviennent pendant les heures ouvrées du Service de distribution de l'eau potable. Néanmoins, le coût de l'entretien et du renouvellement du compteur est à la charge de l'abonné dès lors qu'il est issu d'une détérioration volontaire ou d'une négligence de l'abonné, notamment lorsque le système de comptage est placé en domaine privé.

Article 26 – Relevé

La relève de l'index des compteurs a lieu au moins une fois par an.

Pour les logements collectifs dotés de compteurs individuels non accessibles sans pénétrer en partie privative et non équipés de dispositif de relevé à distance, la relève est annoncée aux utilisateurs, abonnés ou propriétaires par voie d'affichage dans les parties communes.

Si, en période de relève, le Service de distribution de l'eau potable ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place un avis de relevé de compteur d'eau. Cet avis vous informe qu'un deuxième passage aura lieu.

En cas d'absence et de non-récupération de l'avis de relevé du compteur, un avis de passage est laissé dans votre boîte aux lettres vous informant que vous devez soit demander un rendez-vous au Service de distribution de l'eau potable, soit faire un auto-relevé et l'adresser au Service de distribution de l'eau potable dans les 7 jours, soit par courrier, soit directement en mairie.

Lorsque l'abonné ne dispose pas de boîte aux lettres à l'adresse desservie, le Service de distribution de l'eau potable lui expédie alors un courriel ou un courrier postal à l'adresse de facturation, lui effectuant les mêmes demandes.

Passé ce délai, la consommation est estimée comme suit par le Service de distribution de l'eau potable :

► sur la base de la moyenne des deux dernières périodes ou de la dernière période (s'il n'y en a qu'une) correspondantes où a été obtenu un relevé. Le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du prochain relevé ;

► pour les nouveaux abonnés, un forfait de 20 m³ est appliqué avec obligation de relève de régularisation par le Service public de l'eau lors de la campagne suivante.

Les avis successifs qui précèdent permettent également à l'abonné d'effectuer un auto relevé sous sa responsabilité, et de le transmettre par courrier ou courrier postal ou de le déposer en mairie dans un délai de 7 jours.

Lorsque l'utilisateur, abonné ou propriétaire rend impossible l'opération de relève par le service de l'eau deux années de suite ou les opérations de contrôle, entretien, réparation ou changement du compteur, il est passible des mesures suivantes :

► pénalité suivant un barème actualisé chaque année par délibération du conseil municipal,

► installation à ses frais d'un système de relève à distance.

En cas d'arrêt total ou partiel de la mesure de la consommation, par défaillance du compteur, celui-ci est changé aux frais du Service de distribution de l'eau potable.

Le volume d'eau consommé par l'utilisateur, abonné ou propriétaire pendant l'arrêt est calculé forfaitairement, sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties, sur la base de la consommation de la dernière période correspondante où a été obtenu un relevé avant défaillance du compteur.

Vous devez permettre aux préposés du Service de distribution de l'eau potable, l'accès à tout moment au compteur, pour le lire, le vérifier, l'entretenir, le remplacer ou

pour toute autre intervention nécessaire au bon fonctionnement de la mesure du volume d'eau consommé.

Tout remplacement ou toute réparation de compteur dont le scellé a été enlevé et qui a été ouvert ou démonté, ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (incendie, introduction de corps étrangers, carence de l'abonné dans la protection du compteur, chocs extérieurs, retours d'eau chaude, survitesse, etc.) est effectué par le Service de distribution de l'eau potable à vos frais.

CHAPITRE 5 • INSTALLATIONS INTÉRIEURES

Article 27 – Définition et fonctionnement des installations intérieures

L'installation intérieure est celle située en aval du compteur.

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de ces canalisations en partie privative sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais.

Le Service de distribution de l'eau potable peut refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au bon fonctionnement du réseau de distribution ou à la qualité de l'eau.

L'utilisateur, abonné ou propriétaire est seul responsable de tous les dommages causés tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins. Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement. En particulier, les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier ; à défaut, le Service de distribution de l'eau potable peut exiger la mise en place d'un dispositif antibélier.

Conformément au règlement sanitaire départemental, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, d'entraîner à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par les matières résiduelles, des eaux nocives ou toute autre substance non désirable.

Lorsque les installations intérieures d'un usager, abonné ou propriétaire sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, le Service de distribution de l'eau potable, l'ARS ou tout organisme mandaté par le Service de distribution de l'eau potable, ce dernier peut, en accord avec l'utilisateur, abonné ou propriétaire, procéder à leur vérification.

En cas d'urgence ou de risque pour la santé publique, ils peuvent intervenir d'office pour fermer tout ou partie du branchement, puis exiger la mise en conformité des installations. Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux, notamment pendant l'absence de l'utilisateur, abonné ou propriétaire, celui-ci peut demander au Service de distribution de l'eau potable, avant son départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé à ses frais.

Article 28 – Situations particulières

Eau ne provenant pas de la distribution publique

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avertir le Service de distribution de l'eau potable et en faire la déclaration en mairie.

Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.

L'utilisateur, abonné ou propriétaire, doit permettre l'accès aux préposés du Service de

distribution de l'eau potable pour procéder au contrôle des installations intérieures de distribution d'eau potable et des ouvrages de prélèvement. Le Service de distribution de l'eau potable informe l'abonné de la date du contrôle au plus tard 10 jours ouvrés avant celui-ci. Le contrôle est effectué en présence de l'abonné ou de son représentant. L'accès et la visite des lieux sont limités aux seules nécessités du contrôle. Les frais de contrôle sont à la charge de l'abonné.

Le contrôle peut consister en la remise par l'utilisateur, abonné ou propriétaire, au Service de distribution de l'eau potable d'une attestation de vérification annuelle par un organisme agréé.

En cas de risque de contamination de l'eau provenant du réseau public par les eaux provenant du prélèvement privé, le Service de distribution de l'eau potable enjoint l'utilisateur, abonné ou propriétaire, de mettre en œuvre toutes les mesures de protection nécessaires. En l'absence de mise en œuvre de telles mesures, le Service de distribution de l'eau potable peut procéder à la fermeture du branchement d'eau en cause.

Appareils interdits

L'emploi d'appareils pouvant mettre en dépression le réseau public à travers le branchement est interdit.

Il en est de même pour tous les dispositifs ou appareils qui permettraient le retour d'eau de l'installation intérieure vers le réseau.

En particulier, l'utilisateur, abonné ou propriétaire, possesseur d'installations susceptibles de modifier la qualité de l'eau distribuée ou de générateurs d'eau chaude, doit munir l'installation ou la canalisation amenant l'eau froide à ces appareils, de dispositifs agréés pour éviter, en toutes circonstances, le retour de l'eau vers le compteur.

Pour des raisons de sécurité, l'utilisation des canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de

terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites.

Dans les immeubles existants ne comportant pas de canalisation de terre et s'il n'est pas possible d'installer une telle canalisation, il peut être admis d'utiliser les conduites intérieures d'eau sous réserve en particulier, du respect des conditions suivantes :

- ▶ la continuité électrique de cette canalisation doit être assurée sur son cheminement,
- ▶ un manchon isolant de deux mètres de longueur droite doit être inséré à l'aval du compteur d'eau et à l'amont de la partie de la conduite reliée à la terre. Lorsque cette longueur ne peut être réalisée, le manchon isolant est complété par un dispositif permettant d'éviter le contact simultané entre le corps humain et les parties de canalisation séparées par ledit manchon isolant,
- ▶ la conduite d'eau intérieure doit être reliée à une prise de terre réalisée dans le sol sous-jacent à l'immeuble,
- ▶ la canalisation intérieure doit faire l'objet d'un repérage particulier, une plaque apparente et placée près du compteur général d'eau signale que la canalisation est utilisée comme conducteur de terre.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'utilisateur, abonné ou propriétaire, et la fermeture de son branchement.

Article 29 – Interdictions

Il est formellement interdit à l'utilisateur, abonné ou propriétaire :

- ▶ d'utiliser de l'eau autrement que pour son usage personnel ou celui de ses ayants-droits, et notamment d'en céder à titre onéreux ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie,
- ▶ de modifier l'usage de l'eau qui est fournie,
- ▶ de pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de

son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur,

- ▶ de remplacer ou modifier le système de mesure ou compteur en place, d'en modifier la position, d'en gêner le fonctionnement ou l'accès, d'en briser les plombs, cachets ou scellés,
- ▶ de faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêt ou du robinet de purge,
- ▶ de porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau, l'introduction de substances nocives ou non désirables, l'aspiration directe sur le réseau public.

L'utilisateur, abonné ou propriétaire, demeure responsable de toute modification apportée par lui-même ou l'un de ses préposés à son alimentation en eau potable, notamment en cas de restructuration et de non-conformité. Il est alors redevable d'une pénalité indiquée dans le bordereau des prix annexe et doit réaliser les travaux de remise aux normes dans un délai de 15 jours. Dans ce cas, le Service de distribution de l'eau potable peut exiger une attestation de conformité de la nouvelle installation.

Toute infraction au présent article expose l'utilisateur, abonné ou propriétaire à la fermeture de son branchement, sans préjudice des poursuites que le service pourrait exercer contre lui, en particulier pour le vol d'eau ; la fermeture du branchement est précédée d'une mise en demeure, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés, ou péril imminent.

Article 30 – Recommandations

L'utilisateur est tenu de surveiller périodiquement ses installations intérieures et il doit notamment s'assurer par de fréquentes lectures du compteur, qu'il n'existe pas de variations anormales de consommations susceptibles d'être attribuées à des fuites.

En effet, les surconsommations sont à la charge de l'utilisateur, sauf cas particuliers soumis à l'appréciation du service de distribution de l'eau potable. Du fait notamment de ces recommandations, un propriétaire ne peut s'opposer à ce que ses locataires (abonnés) aient accès à leurs compteurs.

Par ailleurs, le service de distribution de l'eau potable recommande aux usagers, dans un souci de préservation des appareils électroménagers, d'installer un réducteur de pression sur sa canalisation après le compteur.

CHAPITRE 6 • TARIFS, FACTURES ET PAIEMENTS

Article 31 – Fixation des tarifs

Les dispositions du présent article s'appliquent aux tarifs de la consommation d'eau, des frais d'abonnement et des prestations de service fournies par le service de distribution de l'eau potable.

Ces tarifs sont fixés chaque année par délibération du conseil municipal pour l'année suivante et sont tenus à la disposition du public.

Ces tarifs sont remis ou adressés à tout usager, abonné ou propriétaire qui en fait la demande, et lors de la souscription de tout nouvel abonnement. Ils sont par ailleurs disponibles sur le site internet du Service de distribution de l'eau potable.

Le prix de l'eau potable se décompose en 2 parties qui financent le Service incluant :

- la partie dite « fixe », qui correspond à la répercussion sur l'utilisateur, abonné ou propriétaire des frais fixes du Service de distribution de l'eau potable (abonnement),
- le coût au mètre cube (m³), variable en fonction de la consommation de l'utilisateur, abonné ou propriétaire, ou de ses ayants-droits s'il n'occupe pas lui-même le lieu alimenté en eau potable.

Article 32 – Contenu et présentation de la facture

Le Service de distribution de l'eau potable collecte les taxes et redevances liées au service ainsi que celles propres à l'assainissement, à l'Agence de l'Eau, et celles dont sont susceptibles d'être redevables l'utilisateur, abonné ou propriétaire conformément à la réglementation en vigueur.

Les tarifs des taxes et redevances sont fixés et actualisés par décisions des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire. Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service d'eau potable, ils seraient répercutés de plein droit sur la facture de l'abonné.

Tous les éléments de la facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de la facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur. La facture mentionne le prix ramené au litre TTC.

Article 33 – Modalités et délais de paiement

L'abonné recevra une facture par an. Elle est établie à partir de la consommation réelle mesurée par le relevé du compteur.

Chaque abonné aura la possibilité de s'acquitter des sommes dues dans l'année au moins par deux paiements.

Les modalités de paiement des factures autres que la fourniture d'eau sont précisées sur les factures ou devis correspondants en fonction de leur objet.

Le recouvrement des factures du Service de distribution de l'eau potable est confié à la Trésorerie auprès de qui elles doivent être acquittées et qui est habilitée à accorder des délais de paiement dans le cadre de la Loi et des Règlements.

Article 34 – Difficultés de paiement

Si les redevances et autres sommes mises en recouvrement ne sont pas payées dans un

délai de trente jours à réception de la facture, l'abonné débiteur reçoit un rappel puis une mise en demeure. Si à l'issue de ces courriers de relance, la facture n'est toujours pas réglée, le service, en lien avec la Trésorerie, pourra mettre en œuvre toutes les voies de droit pour recouvrer ladite facture. L'abonné s'expose dans ce cadre à des frais judiciaires (frais de justice, frais d'huissier ...).

Ainsi, après la date d'émission de la facture ou la date limite de paiement lorsque cette date est postérieure, l'utilisateur est informé par un courrier qu'en cas de non-paiement, la fourniture pourra être suspendue sous réserve des dispositions prévues par l'article L115- 3 du code de l'action sociale et des familles concernant notamment la résidence principale. Si l'utilisateur bénéficie d'une aide pour l'eau, ou a déjà bénéficié d'une aide du fonds de solidarité pour le logement, le délai est prolongé.

Ce courrier doit indiquer que le fonds de solidarité pour le logement (FSL) peut être saisi pour faire une demande d'aide financière. La saisine du FSL a pour effet de suspendre la procédure d'impayé.

Si toutes les démarches de recouvrement amiable et judiciaire ont échoué, les dispositions du décret du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau s'appliquent, hors résidences principales, conformément aux dispositions de la loi Brottes.

La réouverture du branchement intervient après justification par l'abonné auprès du Service de distribution de l'eau potable du paiement de l'arriéré ou de l'adoption d'un plan d'apurement de la dette comportant un échéancier accepté par le Service de distribution de l'eau potable et l'abonné. Les frais de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné. Dans le cas de difficultés de recouvrement, les redevances et les propres frais de relance supportés par

le Service de distribution de l'eau potable sont exigibles.

Article 35 – Aide aux usagers en difficulté

Indépendamment des possibilités de réclamation énoncées ci-dessus, tout abonné dont le logement concerné est sa résidence habituelle et pouvant justifier d'une situation de précarité, peut demander une aide du Fonds de Solidarité du Logement en s'adressant :

- ▶ soit au Service de distribution de l'eau potable qui le renseigne et peut lui prodiguer les conseils nécessaires,
- ▶ soit à une association d'aide aux personnes en difficultés,
- ▶ soit directement au Fond de Solidarité par l'intermédiaire des services sociaux.

CHAPITRE 7 • INTERRUPTION ET RESTRICTION DU SERVICE DE DISTRIBUTION

Article 36 – Interruptions et restrictions non programmées

Le Service de distribution de l'eau potable est tenu à la continuité du service public.

Toutefois, ce service peut être interrompu ou réduit en cas de force majeure, notamment lors de fuite sur branchement, rupture de canalisation, ou non potabilité temporaire de l'eau.

En ce cas, et notamment de pollution de l'eau, la commune ainsi que les autorités sanitaires compétentes peuvent décider des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires, ou encore demander au Service de distribution de l'eau potable ou l'y autoriser en tant que de besoin, à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que de la pression de service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées, ce dont il les

informe.

En cas de force majeure, l'interruption de service ne donne pas lieu à indemnisation au profit de l'utilisateur, abonné ou propriétaire.

Article 37 – Interruptions et restrictions programmées

Pendant tout arrêt d'eau, gardez vos robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis. À titre de précaution, laissez couler l'eau pendant quelques minutes avant de la consommer à nouveau.

Dans le cadre de sa mission d'exploitation du réseau d'eau, le Service de distribution de l'eau potable peut être amené à réaliser ou faire réaliser des travaux d'installation, de réparation, ou d'entretien du réseau et de ses accessoires, nécessitant une interruption ou une restriction du service. Dans ce cas, le Service de distribution de l'eau potable prévient l'abonné dans un délai raisonnable, ainsi que de la durée prévisible de l'interruption ou de la restriction, par tout moyen approprié qu'il estime utile, et notamment un ou plusieurs des moyens suivants :

- ▶ affichage dans les parties communes s'il s'agit d'immeubles,
- ▶ distribution d'affichettes dans les boîtes aux lettres des abonnés concernés,
- ▶ message sur le site internet de la Mairie ou les réseaux sociaux.

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, le Service de distribution de l'eau potable a le droit, à tout moment, d'apporter des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de la distribution, ou des restrictions aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

Article 38 – Variations de pression

Il appartient aux usagers de s'informer de la hauteur piézo-métrique du réseau de distribution publique afin de s'adapter à la

pression qui en résulte, notamment pour la pose de réducteurs de pression.

Le service de distribution de l'eau potable est tenu de délivrer, sauf mesure d'urgence ponctuelle, une pression totale minimale au branchement qui ne pourra être inférieure à 1 bar.

Les usagers ne peuvent exiger une pression constante. Ils doivent en particulier accepter sans pouvoir demander aucune indemnité :

- ▶ des variations de faible amplitude pouvant survenir à tout moment en service normal ;
- ▶ une modification permanente de la pression moyenne restant compatible avec l'usage de leurs installations intérieures, lorsqu'ils en ont été informés au moins 10 jours à l'avance par le distributeur d'eau.

Article 39 – Eau non conforme aux critères de potabilité

Lorsque des contrôles révèlent que la qualité de l'eau distribuée n'est pas conforme aux valeurs limites fixées par la réglementation, le service de distribution de l'eau potable est tenu :

- ▶ de communiquer selon les textes en vigueur aux abonnés toutes les informations émanant des autorités sanitaires en fonction de la nature et du degré du risque afin de permettre aux abonnés de prendre toutes les précautions nécessaires ;
- ▶ de mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour rétablir aussi rapidement que possible la distribution d'une eau de qualité conforme à la réglementation.

CHAPITRE 8 • DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 40 – Pénalités

Les infractions au présent règlement commises par les usagers, abonnés, propriétaires, ou leurs préposés et mandataires sont, en tant que de besoin, constatées par les agents du Service de distribution de l'eau potable et peuvent

donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents, sans préjudice de l'application des pénalités fixées par délibération du Conseil municipal, dont les montants applicables au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement sont joints en Annexe.

Article 41 – Publicité et opposabilité du présent règlement

Le présent règlement est remis aux abonnés lors de la souscription de leur contrat d'abonnement, porté à leur connaissance par courrier postal ou électronique.

Il est disponible en Mairie des Echelles, ainsi que sur le site internet de cette dernière avec les pièces annexes.

Article 42 – Réclamations recours amiable

L'usager, l'abonné ou le propriétaire a la faculté de saisir par écrit le Service de distribution de l'eau potable pour toute réclamation portant en particulier sur sa consommation ou sa facturation ou, plus généralement, sur l'usage de l'eau potable et son contrat d'abonnement, dans le cadre d'un recours amiable, et avant toute saisine judiciaire éventuelle.

Le recours amiable et gracieux sera traité par le Service de distribution de l'eau potable. Un seul et même litige ne peut faire l'objet que d'un seul recours amiable et gracieux.

Les réclamations portant sur le recouvrement des factures sont adressées à Mairie des Echelles, Centre Administratif, 2 passage de la Poste, 73360 LES ECHELLES.

Article 43 – Date d'effet

Le présent règlement entre en application à compter du 1^{er} janvier 2022. Les règlements antérieurs sont abrogés concomitamment.

Article 44 – Modification du présent règlement

Toute évolution législative ou réglementaire s'applique directement sans délai et sans

modification du présent règlement. La Commune peut, en outre, à tout moment modifier le présent règlement, notamment à l'occasion de l'évolution des dispositions réglementaires. Toute modification apportée au présent règlement fait l'objet des mêmes règles de publicité que celles prévues aux articles précédents.

Article 45 – Clause d'exécution

Le Maire de la Commune des Echelles, le Service de distribution de l'eau potable et ses mandataires sont chargés chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Approuvé par délibération du Conseil municipal des Echelles en date

.....

Le Maire des Echelles,
Myriam CATTANEO

Le service public de défense incendie (SDIS)

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, vous devez, sauf autre besoin impératif, vous abstenir d'utiliser votre branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que vous ne puissiez faire valoir un droit quelconque à dédommagement. La manœuvre des robinets sous bouche à clé et des poteaux d'incendie incombe au seul Service de distribution d'eau potable et Service de protection contre l'incendie.

L'eau utilisée par le service public incendie ne donne pas lieu à facturation.

En cas d'exercice de lutte contre l'incendie, le service de protection contre l'incendie s'engage à avertir le service de distribution de l'eau potable, afin qu'il procède à la remise en place des bagues de scellement sur les poteaux d'incendie ou robinets d'incendie armés.

Le dispositif interne de défense incendie

Spécificités du branchement incendie à usage privé

Les branchements nouveaux créés pour desservir des besoins incendie doivent être équipés d'un compteur, fourni en location par le Service de distribution de l'eau potable.

Doivent par ailleurs être installés à la charge de l'utilisateur :

- ▶ un filtre agréé pour l'incendie,
- ▶ un disconnecteur et/ou un clapet anti-retour,
- ▶ et une vanne d'arrêt après compteur.

L'ensemble de ces équipements doit faire l'objet d'un contrôle du service de distribution de l'eau potable.

Pour les branchements incendie qui ne

peuvent être équipés immédiatement d'un compteur et en cas d'utilisation d'eau à partir de ce branchement, pour un incendie ou des essais, le Service de distribution de l'eau potable procède à une estimation de l'eau consommée, en concertation avec le service de protection contre l'incendie

Le service incendie établi par l'utilisateur est strictement réservé à cet usage et il doit être conforme à la réglementation en vigueur :

- ▶ Les poteaux, les bouches d'incendie et les installations automatiques doivent être alimentés à partir d'un branchement spécialisé strictement réservé à cet usage.
- ▶ Pour les robinets d'incendie armés, il est demandé d'alimenter ces derniers par une canalisation spéciale complètement différente des autres canalisations de puisage autres que ceux intéressant les moyens de secours contre l'incendie.

Le Service de distribution de l'eau potable se réserve le droit de refuser de poser un compteur sur des installations non conformes à ces dispositions.

Vérifications du branchement incendie

Il appartient à l'utilisateur de vérifier aussi souvent que nécessaire, le bon état de marche, y compris le débit et la pression de l'eau, tels qu'ils sont définis par le contrat d'abonnement.

Le débit maximal dont peut disposer l'utilisateur est celui des appareils installés dans sa propriété. Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau directement du réseau public.

Si l'utilisateur effectue des essais à des débits supérieurs, il doit en informer le service de distribution de l'eau potable 3 jours à l'avance, afin que celui-ci puisse y assister ou en contrôler les effets, et, le cas échéant, y inviter le service de protection contre l'incendie.

Le service de distribution de l'eau potable peut imposer à l'usager des créneaux horaires ou des jours déterminés pour l'exécution des essais, afin d'éviter une perturbation de la distribution chez les autres abonnés.

Facturation de l'eau et des redevances fixes

Les consommations d'eau sur les branchements incendie à usage privé et les redevances sont les mêmes que celles des abonnements ordinaires.

En cas d'incendie, la fourniture d'eau est facturée.

Annuellement est facturée la redevance incendie, correspondant à la location d'un compteur de même diamètre.

ANNEXE 2 • CONTRÔLE DES OPERATIONS D'AMENAGEMENTS OU DES LOTISSEMENTS

Modalités d'instruction des dossiers

Tous travaux effectués ayant un impact potentiel sur les réseaux d'eau potable doivent faire l'objet d'une validation du Service de distribution de l'eau potable. Les dossiers doivent être fournis au minimum 45 jours avant le début des travaux.

Le Service de distribution de l'eau potable dispose de 30 jours pour faire parvenir sa réponse. Sans réponse après ce délai, les travaux envisagés peuvent être engagés 15 jours après envoi d'une lettre de rappel confirmant l'intention de réaliser les travaux.

Tout changement du projet initial fait l'objet d'un nouvel avis du Service de distribution de l'eau potable suivant les mêmes modalités sauf dérogation expresse de cette dernière.

Constitution des dossiers

Un dossier détaillé doit être soumis pour approbation au Service de distribution de l'eau potable, celui-ci comprend :

- ▶ un plan de situation (échelle 1/1000^e). Il y est indiqué la position du terrain, l'implantation des réseaux d'eau potable en traits continus,
- ▶ un plan d'implantation (échelle 1/500^e ou 1/200^e). Il y est indiqué de manière précise et suivant les symboliques normalisées, la position des regards, des branchements et tout autre ouvrage d'eau potable,
- ▶ un carnet de détails des différents ouvrages,
- ▶ le diamètre des canalisations et la nature des tuyaux.
- ▶ une notice technique détaillée comprenant notamment les plans de détails. Le contenu de ce dossier doit être adapté à la nature et à l'étendue de l'opération.

Prescriptions techniques générales

La réalisation des travaux d'eau potable doit être conforme aux prescriptions contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Générales.

L'implantation des réseaux et ouvrages d'eau potable doit se faire sous la voirie (en aucun cas sous stationnement). Dans le cas contraire, une servitude de non-construction et de non-plantation de 3 mètres par rapport à l'axe du réseau est nécessaire.

La couverture de la conduite doit répondre aux conditions de pose du fournisseur, y compris durant la phase travaux.

Les raccordements de chaque lot sur la (ou les) conduites privée(s) des zones d'aménagement ou des lotissements sont effectués conformément au cahier des prescriptions générales eau potable du Service.

Toute perturbation grave se produisant sur le réseau public par le fait de négligence ou de malfaçon impliquant la responsabilité du pétitionnaire, entraîne la suspension du service de desserte pouvant aller jusqu'à l'obturation du branchement

ou du raccordement incriminé. Les frais inhérents à ces travaux et au nettoyage des réseaux publics sont placés à la charge du pétitionnaire.

Les prescriptions techniques des éléments constitutifs des réseaux sont décrites dans le cahier des prescriptions générales eau potable.

Vérification des travaux

Le Service de distribution de l'eau potable a le droit de regard et de contrôle de l'exécution des travaux.

En conséquence, ses représentants ont libre accès sur les chantiers et sont habilités à émettre, auprès du pétitionnaire, des avis ou observations sur la façon dont les travaux sont exécutés, de manière à ce qu'ils soient conformes aux prescriptions du présent règlement. Les représentants du Service de distribution de l'eau potable sont avertis des rendez-vous de chantier et peuvent y assister en tant que de besoin.

En cas de non-conformité, le Service de distribution de l'eau potable se réserve la possibilité de refuser le raccordement au réseau public d'eau potable dans l'attente de sa mise en conformité.

En cas de doute sérieux sur la conformité des ouvrages réalisés, les vérifications peuvent consister à faire exécuter des sondages dont les frais sont supportés par le pétitionnaire si la non-conformité supposée est reconnue à la suite d'une expertise contradictoire. Dans le cas contraire, les frais avancés sont à charge du Service de distribution de l'eau potable.

Les essais de pression du réseau doivent respecter les prescriptions du Service de distribution de l'eau potable et doivent être réalisés en présence d'un représentant du Service de distribution de l'eau potable. Ces essais sont à la charge du lotisseur ainsi que la désinfection, les prélèvements et les analyses d'eau.

Le Service de distribution de l'eau potable peut refuser la fourniture de l'eau lorsque le réseau d'un lotissement ou d'un groupe d'habitations n'est pas réalisé conformément aux dispositions du présent article.

Intégration dans le domaine public

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées dans le domaine public sont réalisées à l'initiative d'aménageurs privés ou publics, la commune, au moyen de conventions conclues avec les aménageurs, se réserve le droit de faire contrôler ces installations.

La Commune a la possibilité d'intégrer ou pas dans le domaine public des réseaux qui peuvent présenter un intérêt général pour le service d'eau potable. Trois conditions simultanées sont examinées :

- ▶ la domanialité du fond supportant le réseau ;
- ▶ l'utilité publique des ouvrages ;
- ▶ l'état du réseau et sa conformité au cahier des prescriptions générales eau potable.

L'intégration de canalisations privées dans le patrimoine du Service de distribution de l'eau potable n'ouvre pas droit à indemnité.

ANNEXE 3 • INDIVIDUALISATION DES CONTRATS DE FOURNITURES D'EAU POUR LES IMMEUBLES COLLECTIFS OU LES LOTISSEMENTS

Tout immeuble neuf doit être équipé de dispositifs de comptage individuels permettant de mesurer précisément la consommation dans chaque logement.

Dans tous les cas, le compteur mis en place sur le branchement s'appelle un compteur général. Il fait l'objet d'un abonnement au nom du bailleur, de la copropriété ou de l'Association Syndicale Libre.

Demande du propriétaire

Le propriétaire d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements, à savoir :

► le propriétaire bailleur privé ou public dans le cas de l'unicité de la propriété de l'immeuble collectif ou de l'ensemble immobilier de logements,

► la copropriété, dans le cas d'une propriété multiple de l'immeuble collectif ou de l'ensemble immobilier de logements,

peut demander l'individualisation des contrats de fourniture de l'eau des occupants de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier.

La mise en place des contrats d'abonnement individuels est conditionnée par le respect des prescriptions administratives, techniques et financières détaillées dans une convention spécifique, disponible pour les candidats à l'individualisation sur simple demande auprès du Service de distribution de l'eau potable.

A cet effet, conformément au décret n°2003-408 du 28 avril 2003 pris en application de l'article 93 de la loi 2000-1208, le propriétaire qui envisage cette individualisation adresse au Service de distribution de l'eau potable, pour avis sur la faisabilité technique du projet, par lettre recommandée avec accusé de réception, un dossier technique.

Ce dossier, validé par le Conseil Syndical pour les copropriétés, comprend un état descriptif des installations de distribution d'eau en aval du ou des compteurs généraux au regard des prescriptions du Code de la santé publique, ainsi que des prescriptions techniques définies par le Service de distribution de l'eau potable comme étant nécessaires pour procéder à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau. Il comprend également, si nécessaire, un projet de programme de travaux pour rendre les installations intérieures conformes à ces prescriptions.

Le Service de distribution de l'eau potable précise au propriétaire, dans un délai de 2

mois à compter de la date de réception de ce dossier, et après visite éventuelle des installations concernées, si les installations décrites dans le dossier technique respectent les prescriptions précitées, et s'il y a lieu, lui précise les modifications à apporter au projet présenté pour respecter ces prescriptions.

Par ailleurs, il adresse au propriétaire les modèles de contrats destinés à remplacer ceux en cours, ainsi que le règlement de service.

Les coûts liés à la réalisation et à la modification éventuelle du dossier technique après avis de la collectivité, ainsi que l'ensemble des travaux de mise en conformité sont à la charge du propriétaire.

La demande d'individualisation des contrats de fourniture de l'eau aux occupants de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements implique également l'information et l'accord préalable de ses occupants selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur. Cette information doit notamment préciser l'impact financier pour les occupants de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements de l'individualisation des contrats de fourniture de l'eau, ainsi que l'obligation pour ses occupants d'avoir à souscrire au terme des travaux, un abonnement individuel auprès du Service de distribution de l'eau potable.

L'individualisation des contrats de fourniture d'eau fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et le Service de distribution de l'eau potable qui détaille et précise les dispositions du présent article et expose les conditions particulières à l'immeuble ou à l'ensemble immobilier de logements concernés, notamment l'échéancier prévisionnel de réalisation des travaux ainsi que la date d'individualisation des contrats par le Service de distribution de l'eau potable. Les travaux nécessitant un accès aux parties privatives doivent être notifiés aux copropriétaires au moins

8 (huit) jours avant leur réalisation. Les copropriétaires ne peuvent s'opposer à la réalisation des travaux d'individualisation même à l'intérieur de leurs parties privatives et y compris s'il en résulte un trouble de jouissance momentané. Les copropriétaires qui subissent un préjudice temporaire ou définitif du fait des travaux sont susceptibles de bénéficier d'un droit à dédommagement à la charge de la copropriété, sans que la responsabilité du Service de distribution de l'eau potable ne puisse être recherchée à ce sujet sauf faute du service.

Responsabilité relative aux installations intérieures

Les installations intérieures de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements (colonnes montantes, canalisations de desserte de chaque logement ou point d'utilisation de l'eau, canalisations intérieures aux logements et locaux desservis à l'intérieur de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements, clapets anti-retour sur les compteurs individuels et sur le compteur général, etc.) restent sous la responsabilité du propriétaire qui en assure la garde, la surveillance et l'entretien.

Le propriétaire reste en particulier responsable du bon entretien des robinets d'arrêt avant compteur et des interventions pour fuite sur les installations intérieures de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements.

Le propriétaire reste également responsable des manques d'eau ou de pression, dégradations de la qualité de l'eau au robinet du consommateur qui trouveraient leur origine dans les caractéristiques des installations intérieures de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements, ou dans leur mauvais entretien.

Les obligations du Service de distribution de l'eau potable en ce qui concerne la pression, le débit ou la qualité de l'eau distribuée s'apprécient conformément à

la réglementation en vigueur au compteur général de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements. A défaut, ces obligations s'apprécient à la limite de la partie publique du branchement, matérialisée par le robinet d'arrêt général ou par la limite de propriété publique/privée.

Caractéristiques et accessibilité des compteurs individuels

Les compteurs individuels permettant la mesure des consommations d'eau des logements ou locaux de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements sont obligatoirement du type agréé par le Service de distribution de l'eau potable. Ces compteurs sont placés à l'extérieur des logements et locaux desservis, sauf lorsque les conditions particulières de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements ne le permettent pas.

Lorsque ces compteurs ne peuvent être installés de manière accessible aux préposés du Service de distribution de l'eau potable et notamment lorsqu'ils se trouvent à l'intérieur des logements, ils doivent :

- ▶ soit être installés à l'extérieur des logements en gaine technique,
- ▶ soit être équipés d'un système de relève à distance installé par le Service de distribution de l'eau potable ; les coûts d'investissement correspondants sont à la charge de l'usager, abonné ou propriétaire.

Gestion du parc des compteurs de l'immeuble

Les compteurs individuels de l'ensemble immobilier de logements sont intégrés au parc des compteurs de la Commune. Ils appartiennent au Service de distribution de l'eau potable.

Lorsqu'il n'existe pas de compteurs individuels préalablement à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, ou bien lorsque ceux qui existent sont d'un modèle non agréé par le Service de distribution de l'eau potable,

les compteurs sont alors fournis par le Service de distribution de l'eau potable et installés par ce dernier aux frais du propriétaire, après qu'il ait effectué les travaux préalables d'adaptation des installations de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements nécessaires à leur mise en place.

Lorsque les compteurs individuels en place sont d'un modèle agréé par le Service de distribution de l'eau potable, ils peuvent être repris par le Service de distribution de l'eau potable à des conditions économiques dépendant de leurs caractéristiques, de leur âge et de leur état.

Un contrôle statistique de fonctionnement des compteurs de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements, effectué aux frais du propriétaire dans les conditions prévues par les «prescriptions techniques générales nécessaires à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau» permet de préciser leur état.

Si la réalisation du contrôle statistique fait ressortir qu'un nombre trop important de compteurs ne respecte plus les conditions de fonctionnement réglementaires des compteurs en service, ou en cas de désaccord entre le propriétaire et le Service de distribution de l'eau potable sur les conditions de la reprise du parc, le propriétaire démontrera les compteurs existants. Le Service de distribution de l'eau potable fournira alors les nouveaux compteurs du service qu'il installera aux frais du propriétaire.

Mesure et facturation des consommations communes

Les consommations communes de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements sont systématiquement mesurées par des compteurs spécifiques.

Cependant l'ensemble des consommations de l'immeuble fait dans tous les cas l'objet d'une mesure par un compteur général situé

à l'entrée de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements.

L'usager, abonné ou propriétaire est redevable :

- ▶ des consommations communes relevées sur les compteurs correspondants,
- ▶ de la consommation enregistrée au compteur général après déduction des consommations relevées sur les compteurs individuels,
- ▶ des parties fixes correspondantes.

Les modalités de valorisation de ces différents éléments sont précisées dans la convention d'individualisation.

Le propriétaire permet au Service de distribution de l'eau potable un accès permanent pour déposer les compteurs des logements non occupés, même à titre provisoire. Il informe le Service de distribution de l'eau potable de toute réoccupation de chacun de ces logements. Si le propriétaire souhaite toutefois maintenir l'alimentation en eau d'un ou plusieurs de ces logements pendant leur période de vacance, il en informera le Service de distribution de l'eau potable qui lui facture pendant cette période les consommations éventuelles et parties fixes correspondantes.

Gestion des contrats de fourniture d'eau et facturation des consommations d'eau des logements

Les occupants de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements, à compter de la date d'individualisation des contrats de fourniture de l'eau, devront impérativement souscrire un abonnement individuel auprès du Service de distribution de l'eau potable selon les modalités définies au présent règlement. Ils auront été informés de cette obligation par le propriétaire de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements.

Les conditions de souscription, mutation, cessation des contrats individuels de

fourniture d'eau sont strictement identiques pour l'ensemble des abonnés du Service. Le Service de distribution de l'eau potable facturera aux occupants de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements les consommations relevées sur l'ensemble des compteurs équipant le logement ainsi qu'une partie fixe pour chacun des compteurs.

Dispositifs de fermeture

Lors des travaux préalables de mise en conformité des installations de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier de logements, chaque logement doit avoir été équipé, aux frais du propriétaire, d'un dispositif de fermeture de l'alimentation en eau accessible au Service de distribution de l'eau potable, permettant notamment à celui-ci de couper l'alimentation d'eau des installations intérieures du logement, y compris en l'absence de l'occupant.

Relevé contradictoire

Lors de l'individualisation des contrats, et après réalisation des travaux de mise en conformité, le Service de distribution de l'eau potable effectue un relevé contradictoire de la totalité des compteurs en présence du propriétaire. Ce relevé précise les compteurs pour lequel l'index a dû être estimé.

ANNEXE 4 • SURCONSOMMATIONS

Les demandes de dégrèvement ne peuvent être initiées que par les usagers domestiques, pour des locaux à usage d'habitation. Ce dispositif est élargi aux autres catégories d'usagers dans la limite d'une consommation annuelle fixée à 500 m³/an.

Toute réclamation est adressée par écrit au Service de distribution de l'eau potable pour tout ce qui concerne le service, les contrats d'abonnements et les consommations, et le recouvrement des factures.

Toute réclamation concernant une facture doit être adressée dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

Le délai de prescription est de quatre ans à compter du premier janvier qui suit la date de mise en recouvrement de la facture.

En cas d'erreur dans la facturation, l'abonné peut bénéficier après étude des circonstances :

- ▶ d'un paiement échelonné si la facture a été sous-estimée ;
- ▶ d'un remboursement ou d'un avoir au choix de l'abonné, si la facture a été surestimée.

Les usagers occupant d'un local d'habitation au sens de l'article R111-1-1 du code de la construction et de l'habitation ont droit à un écrêtement de leur facturation selon les modalités prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales. Les personnes qui peuvent bénéficier de ce droit sont les titulaires d'un abonnement pour la consommation d'eau d'un logement situé dans un immeuble individuel ou collectif. Seules sont concernées les fuites sur canalisation d'eau potable après compteur.

Les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont notamment :

- ▶ les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, y compris lorsque ces canalisations alimentent également une activité professionnelle qui s'exerce au moins partiellement dans le même ensemble de pièces que la vie familiale ;
- ▶ les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement (telles que caves, buanderies, séchoirs, garages, débarras, etc ...) lorsque les dépendances concernées réunissent cumulativement deux conditions :

a) elles sont exclusivement réservées à l'usage personnel de l'abonné et de sa famille ;

b) elles sont alimentées en eau par le même compteur que le logement ;

► les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement.

Les fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage ne sont pas concernées.

Dès constat par le Service de distribution de l'eau potable, d'une augmentation anormale du volume d'eau consommé par l'occupant d'un local d'habitation susceptible d'être causée par la fuite d'une canalisation, il en informe sans délai l'abonné et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat.

Une augmentation du volume d'eau consommé est anormale si le volume d'eau consommé depuis le dernier relevé excède le double du volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans des locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.

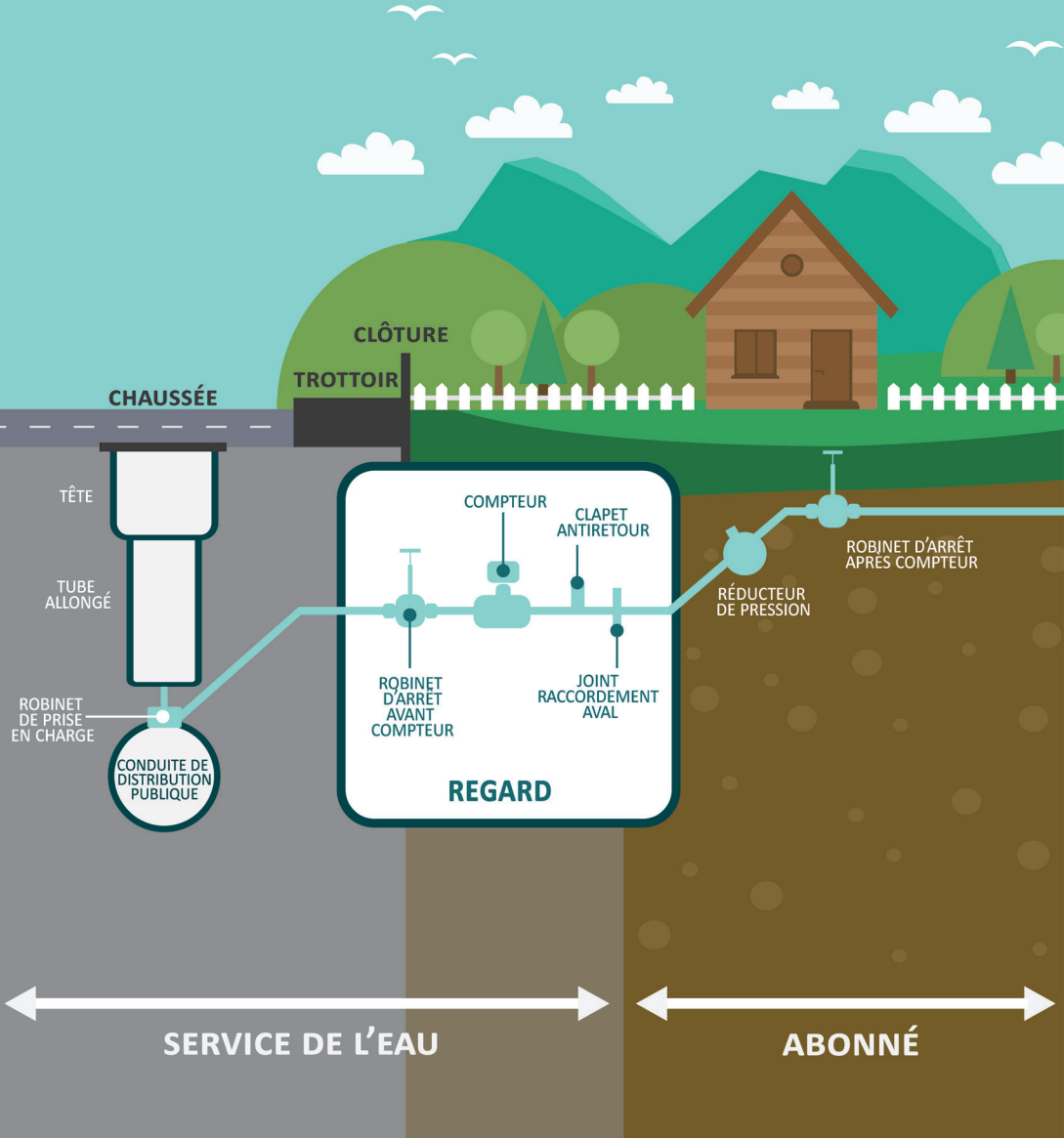
À l'occasion de cette information, le Service de distribution de l'eau potable indique à l'abonné les démarches à effectuer pour bénéficier de l'écèlement de la facture. Il rappellera également les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales. Lorsqu'il reçoit une demande d'écèlement de facture présentée par un abonné, le Service de distribution de l'eau potable peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à contrôle de la part de l'abonné, le service engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement.

L'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il

présente au Service de distribution de l'eau potable, dans le délai d'un mois à compter de l'information faite par le service, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations dans les conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

L'abonné qui a connaissance d'une augmentation de sa consommation d'eau, soit par l'information que lui adresse le Service des eaux, soit par tout autre moyen, peut demander au Service des eaux de procéder à une vérification du bon fonctionnement de son compteur dans les conditions fixées par le présent règlement.


ANNEXE 5 • SCHÉMA BRANCHEMENT






REGLEMENT DU SERVICE DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE
Commune de Les Echelles

Centre Administratif – 2 passage de la Poste, 73360 LES ECHELLES

 04 79 36 60 49

 mairie.les.echelles@wanadoo.fr